|  |
| --- |
| Saisine du Comité Social Territorial **RIFSEEP** |
|  |

**Collectivité** : …………………………………………………….………………………………………………………………………………………

**Coordonnées de la personne en charge du dossier :**

Prénom/Nom : …………………………………………………............................................................................................................................

Adresse de la collectivité : …………………………………………………………………………………………………………………………...

Tél : ……………………………………………………. Courriel : ……………………………………………………………………………….

**Date d’entrée en vigueur :**

**Document à joindre :** le projet de délibération sur le RIFSEEP

|  |  |
| --- | --- |
| **Cadre réservé au Centre de Gestion** | Fait à …………………………………………….Le …………………………………………………*Cachet et signature de l’autorité territoriale* |
| **Avis du collège des représentants des élus**🞏 Favorable🞏 Défavorable à la majorité🞏 Défavorable à l’unanimité🞏 Partagé🞏 Abstention | **Avis du collège des représentants du personnel**🞏 Favorable🞏 Défavorable à la majorité🞏 Défavorable à l’unanimité🞏 Partagé🞏 Abstention |
| Fait à AMIENS, le ………………………………………………………………………La Présidente du Comité Social TerritorialAnnick MARECHAL*Maire de Vauvillers* |

![C:\Users\abracq\AppData\Local\Microsoft\Windows\Temporary Internet Files\Content.IE5\8T11ONUP\838px-Pictograme_Attention.svg[1].png]()Si le collège des représentants du personnel donne un avis défavorable unanime sur cette question, elle fait l'objet d'un réexamen et donne lieu à une nouvelle consultation du comité social territorial dans un délai qui ne peut être inférieur à 8 jours et excéder 30 jours.

**DELIBERATION**

*Modèle de délibération à adapter pour tous les cadres d’emplois transposables*

**instituant le régime Indemnitaire tenant compte des**

**Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel**

**(RIFSEEP)**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code général de la fonction publique,

VU la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l’application du premier alinéa de l’article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d’Etat ;

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 **relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale** permettant d’appliquer un régime indemnitaire basé sur deux parts pour l’ensemble des cadres d’emploi **à l’exception des assistants et professeurs d’enseignement artistique,**

VU l’avis du Comité Social Territorial en date du…….. ;

A compter du ……. *(date d’effet à préciser à la convenance de la collectivité et de l’établissement public, attention il ne peut pas y avoir d’effet rétroactif)* il est proposé à l’assemblée délibérante d’instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties :

* une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l’expertise (IFSE) ;

Elle vise à valoriser l’exercice des fonctions. Cette indemnité repose d’une part sur une formalisation de critères professionnels et d’autre part, sur la prise en compte de l’expérience professionnelle.

* un complément indemnitaire tenant compte de l’engagement professionnel et de la manière de servir (CI).

Il a pour finalité de :

- prendre en compte la place des agents dans l’organigramme de la collectivité *(établissement public)* et reconnaitre les spécificités de certains postes ;

- susciter l’engagement et valoriser l’expérience professionnelle des agents ;

- donner une lisibilité et davantage de transparence ;

- renforcer l’attractivité de la collectivité *(établissement public)* ;

- fidéliser les agents ;

- favoriser une équité de rémunération entre filières ;

- ……………………*(à compléter si nécessaire)*

1. **BENEFICIAIRES** *(à préciser selon les choix de la collectivité)*
* Agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel
* Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
* Pour les agents contractuels, ils bénéficieront du RIFSEEP correspondant au groupe de fonction afférent à leur emploi *(si applicable aux non titulaires de droit public)*

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire*.*

1. **DETERMINATION DES GROUPES FONCTION ET DES MONTANTS PLAFOND**

L’article 84 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires prévoit que les organes délibérants puissent cumuler les enveloppes plafond de l’Etat IFSE et CI(A) et répartir ce cumul entre les deux parts IFSE et le CI(A).

Toutefois la part CI(A) doit rester inférieure à la part IFSE pour respecter l’esprit du texte.

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l’Etat *(uniquement si l’assemblée délibérante vote les montants maxima fixés par les textes règlementaires).*

1. **L’INDEMNITE DE FONCTION, DE SUJETIONS ET D’EXPERTISE (IFSE)**

Cette indemnité est liée au poste de l’agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d’emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

* Fonctions d’encadrements, de coordination, de pilotage ou de conception,
* Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaires à l’exercice des fonctions,
* Sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les indicateurs suivants ont été utilisés pour répartir les postes au sein des groupes de fonctions *(liste pouvant faire l’objet d’ajouts(s) ou de suppression(s))* :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CRITERE PROFESSIONNEL 1 | CRITERE PROFESSIONNEL 2 | CRITERE PROFESSIONNEL 3 |
| Fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des fonctions | Sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel |
| INDICATEURS | INDICATEURS | INDICATEURS |
| * Responsabilité d’encadrement direct
* Niveau d’encadrement dans la hiérarchie
* Responsabilité de coordination
* Responsabilité de projet ou d’opération
* Responsabilité de formation d’autrui
* Ampleur du champ d’action (en nombre de missions, en valeur)
* Influence du poste sur les résultats (primordial, partagé, contributif)
* Autres (à préciser) : ……………
 | * Connaissances (de niveau élémentaire à expertise)
* Complexité
* Niveau de qualification requis
* Temps d’adaptation
* Difficulté (exécution simple ou interprétation)
* Autonomie
* Initiative
* Diversité des tâches, des dossiers ou des projets
* Influence et motivation d’autrui
* Diversité des domaines de compétences
* Autres (à préciser) : …………
 | * Vigilance
* Risques d’accident
* Risques de maladie professionnelle
* Responsabilité matérielle
* Valeur du matériel utilisé
* Responsabilité pour la sécurité d’autrui
* Valeur des dommages
* Responsabilité financière
* Effort physique
* Tension mentale, nerveuse
* Confidentialité
* Relations internes
* Relations externes
* Facteurs de perturbation
* Autres (à préciser) : …………..
 |

Chaque agent est classé dans un groupe fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l’autorité territoriale.

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat et des magistrats de l’ordre judiciaire dans certaines situations de congés, **les modalités de retenues ou de suppression pour absence** sont fixées comme suit :

* En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service et maladies professionnelles les primes suivent le sort du traitement.
* Durant les congés annuels, les congés RTT, les autorisations spéciales d’absence (ASA) et les congés pour maternité, paternité ou adoption, les primes sont maintenues intégralement ainsi qu’en cas de travail à temps partiel thérapeutique.
* En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée le versement du régime indemnitaire est suspendu. Toutefois, lorsque l’agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d’une demande présentée au cours d’un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

**Le montant annuel attribué à l’agent fera l’objet d’un réexamen** :

* En cas de changement de fonctions,
* Au moins tous les quatre ans, en l’absence de changement de fonction et au vu de l’expérience acquise par l’agent (approfondissement de sa connaissance de l’environnement de travail et des procédures, amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation…)
* En cas de changement :
	+ de grade à la suite d’un avancement de grade,
	+ de cadre d’emploi à la suite d’une promotion interne
	+ de grade ou de cadre d’emploi après réussite à un concours ou à un examen professionnel

**Périodicité de versement** :

*Mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle (à déterminer dans la délibération)*

1. **LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE CI(A)**

Le complément indemnitaire est lié à la manière de servir et à l’engagement professionnel de chaque agent.

Chaque agent est classé dans un groupe fonction correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d’expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le pourcentage du montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l’autorité territoriale.

Ce pourcentage est apprécié pour ce qui concerne la manière de servir à partir des résultats de l’évaluation professionnelle selon les critères fixés dans le formulaire de fiche d’entretien professionnel applicable dans la collectivité.

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat et des magistrats de l’ordre judiciaire dans certaines situations de congés, **les modalités de retenues ou de suppression pour absence** sont fixées comme suit :

* En cas de congé de maladie ordinaire y compris accident de service et maladies professionnelles les primes suivent le sort du traitement.
* Durant les congés annuels, les congés RTT, les autorisations spéciales d’absence (ASA) et les congés pour maternité, paternité ou adoption, les primes sont maintenues intégralement ainsi qu’en cas de travail à temps partiel thérapeutique.
* En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée le versement du régime indemnitaire est suspendu. Toutefois, lorsque l’agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d’une demande présentée au cours d’un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

**Périodicité de versement** :

*Mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle (à déterminer dans la délibération)*

1. **LES CADRES D’EMPLOIS CONCERNES**

***NE METTRE QUE LES CADRES D’EMPLOIS CONCERNES DANS VOTRE COLLECTIVITE et la définition des fonctions pour chaque groupe fonction n’est donnée qu’à titre indicatif***

**A – FILIERE ADMINISTRATIVE**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX*****Référence réglementaire : arrêté du 29 juin 2015 pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  |
| Groupe 1 | Direction d'une collectivité … | 58 800 |  |  |  |
| Groupe 2 | Direction adjointe d'une collectivité … | 55 200 |  |  |  |
| Groupe 3 | Responsable d'un service … | 49 800 |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHES / SECRETAIRES DE MAIRIE DE CAT A*****Référence réglementaire : arrêté du 3 juin 2015******pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Direction d'une collectivité/ Secrétaire de mairie catégorie A | 42 600 | 28 700 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Direction adjointe d'une collectivité/ responsable de plusieurs services | 37 800 | 22 875 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Responsable d'un service | 30 000 | 18 820 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 4 | Adjoint au responsable de service/ expertise/ fonction de Coordination ou de pilotage | 24 000 | 14 760 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS*****Référence réglementaire : arrêté du 19 mars 2015******pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Direction d'une structure / responsable d’un ou plusieurs services / secrétaire de mairie | 19 860 | 10 410 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Adjoint au responsable d’une structure / expertise / pilotage ou coordination | 18 200 | 9 405 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Encadrement de proximité d’usagers / assistant de direction  | 16 645 | 8 665 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS****ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX*****Références réglementaires: arrêtés du 20 mai 2014 et******du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret******2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers/secrétaire de mairie / assistant de direction /sujétions / qualifications | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

**B – FILIERE TECHNIQUE**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX*****Référence réglementaire : arrêté du 14 février 2019 pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  |
| Groupe 1 | Direction d’une collectivité… | 67 200 |  |  |  |
| Groupe 2 | Direction adjointe d'une collectivité… responsable de plusieurs services | 58 800 |  |  |  |
| Groupe 3 | Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception… | 55 200 |  |  |  |
| Groupe 4 | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des missions… | 49 800 |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES INGENIEURS TERRITORIAUX*****Arrêté du 5 novembre 2021*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une collectivité… | 55 200 | 41 130 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Direction adjointe d'une collectivité…/responsable de plusieurs services… | 47 400 | 35 310 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception… | 42 350 | 31 540 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 4 | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des missions… | 37 000 | 27 565 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS*****Arrêté du 5 novembre 2021*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Direction d’un ou plusieurs services… | 22 340 | 16 440 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception… | 21 115 | 15 540 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des missions… | 19 885 | 14 635 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS DE MAITRISE*****Référence réglementaire: arrêté du 28 avril 2015******pris pour l’application du décret******2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers/ sujétions / qualifications | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS****TECHNIQUES** ***Référence réglementaire: arrêté du 28 avril 2015******pris pour l’application du décret******2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers/ sujétions / qualifications | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

**C - FILIERE SPORTIVE**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES CONSEILLERS****DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES*****Référence réglementaire : décret n°2020-182 du*** ***27 février 2020*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’un service des sports | 30 000 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Responsable de structure sportive | 24 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS****DES ACTIVITES****PHYSIQUES ET SPORTIVES*****Référence réglementaire : arrêté du 19 mars 2015 pris******pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Direction d'une structure  | 19 860 | 10 410 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Adjoint au responsable d’une structure / expertise / pilotage ou coordination | 18 200 | 9 405 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Encadrement de proximité d’usagers  | 16 645 | 8 665 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES OPERATEURS****DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES***Références réglementaires: arrêtés du 20 mai 2014 et du**26 novembre 2014 pris pour l’application du décret**2014-513* | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

**D – FILIERE MEDICO SOCIALE**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES MEDECINS****TERRITORIAUX*****Référence réglementaire : arrêté du 13 juillet 2018 pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  |
| Groupe 1 | Direction d’établissement et élaboration des projets thérapeutiques… | 50 800 |  |  |  |
| Groupe 2 | Conception, mise en œuvre, exécution et évaluation de politique de santé publique.  | 45 000 |  |  |  |
| Groupe 3 | Missions de contrôle, d’études ou de fonctions comportant des responsabilités particulières. | 34 700 |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE PARAMEDICAUX*****Référence réglementaire : Décret n°2020-182 du*** ***27 février 2020*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 30 000 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions d'encadrement ou comportant des responsabilités particulières… | 24 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES PSYCHOLOGUES***Référence réglementaire : arrêté du 8 mars 2022* | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Détermination et réalisation d'actions préventives et thérapeutiques, collaboration aux projets psycho-socio-éducatifs… | 30 000 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Accompagnement des publics…. | 24 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES PUERICULTRICES CADRES DE SANTE*****Référence réglementaire : Décret n°2020-182 du*** ***27 février 2020*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 30 000 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions d'encadrement ou comportant des responsabilités particulières… | 24 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES CADRES DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX*****Référence réglementaire : Décret n°2020-182 du******27 février 2020*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 30 000 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions d'encadrement ou comportant des responsabilités particulières… | 24 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES SAGES FEMMES***Référence réglementaire : Décret n°2020-182 du**27 février 2020* | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 30 000 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions d'encadrement ou comportant des responsabilités particulières… | 24 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX*****Référence réglementaire : Décret n°2020-182 du******27 février 2020*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 22 920 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions d'encadrement ou comportant des responsabilités particulières… | 18 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES PUERICULTRICES*****Référence réglementaire : Décret n°2020-182 du******27 février 2020*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 22 920 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions d'encadrement ou comportant des responsabilités particulières… | 18 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS****SOCIO-EDUCATIFS*****Référence réglementaire: arrêté ministériel du*** ***23 décembre 2019*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Conception et mise en œuvre des politiques et dispositifs d'accueil et d'intervention… | 22 920 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Accompagnement des publics…. | 18 000 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS PARAMEDICAUX*****Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2016/ Arrêté ministériel du 4 juillet 2017*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Conception et mise en œuvre des politiques et dispositifs d'intervention… | 10 230 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions comportant des responsabilités particulières… | 9 100 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES INFIRMIERS (B)*****Référence réglementaire : arrêté provisoire de correspondance du 31 mai 2016******pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 10 230 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions comportant des responsabilités particulières… | 9 100 |  |  |  |  |  |  |
| **CADRE D'EMPLOIS DES EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS*****Référence réglementaire : Arrêté ministériel du******17 décembre 2018*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
| Groupe 1 | Direction d’une structure… | 15 680 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Fonctions comportant des responsabilités particulières… | 15 120 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Sujétions particulières  | 14 560 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE SOINS*****Référence réglementaire : Décret n°2020-182 du******27 février 2020*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications | 12 600 | 7 090 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 12 000  | 6 750 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE***Référence réglementaire : Arrêté ministériel du* *31 mai 2016**En application de l’annexe 2 du décret n° 91-875, par parité provisoire les nouveaux plafonds applicables depuis le 1er janvier 2022 sont inférieurs à ceux dont bénéficiaient les auxiliaires de puériculture et les auxiliaires de soins relevant de la spécialité aide-soignant lorsqu’ils étaient classés en catégorie C. A la date de publication de cette étude, aucune information n’a été transmise pour connaître les modalités de transposition de cet arrêté à la FPT et de la possibilité de maintenir, à titre individuel, aux fonctionnaires concernés, les anciens montants qui sont devenus supérieurs à ceux qui sont désormais applicables à ces cadres d’emplois.* | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications | 10 230 | 6 380 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 9 100 |  5 950 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES****DES ECOLES MATERNELLES*****Référence réglementaire: arrêté du 20 mai 2014******pris pour l’application du décret******2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES MONITEURS EDUCATEURS ET INTERVENANTS FAMILIAUX*****Référence réglementaire : arrêté provisoire de correspondance du 17 décembre 2018******pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications | 10 230 | 6 380 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 9 100  | 5 950 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX*****Références réglementaires: arrêtés du 20 mai 2014 et******du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret******2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution  | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

**E – FILIERE CULTURELLE**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE*****Référence réglementaire : arrêté du 7 décembre 2017******pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Direction d’établissement - Responsabilités particulières en raison de l'importance des collections..  | 55 200 | 34 090 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Direction d’établissement - Responsabilités particulières en raison de l'importance des missions scientifiques ou administratives… | 47 400 | 29 270 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Direction d’établissement - Participation à des actions d’enseignement et de publication… | 40 530 | 25 030 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 4 | Direction d’établissement… | 37 000 | 22 848 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES DIRECTEURS D’ETABLISSEMENT D’ENSEIGNEMENT** **ARTISTIQUE*****Référence réglementaire : arrêté provisoire de correspondance du 3 juin 2015******pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Direction d’un établissement à caractère régional…  | 42 600 | 28 700 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Direction d’un établissement à rayonnement départemental et fonction d’enseignement… | 37 800 | 22 875 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Direction d’un établissement à rayonnement départemental… | 30 000 | 18 820 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 4 | Direction d’un établissement… | 24 000 | 14 760 |  |  |  |  |  |  |
| **CADRE D'EMPLOIS DES CONSERVATEURS****TERRITORIAUX DE BIBLIOTHEQUES*****Référence réglementaire : arrêté du 14 mai 2018 pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  |
| Groupe 1 | Direction d’établissement - Responsabilités particulières en raison de l'importance des collections ou des missions scientifiques ou administratives… | 40 000 |  |  |  |
| Groupe 2 | Direction d’établissement, missions scientifiques… | 37 000 |  |  |  |
| Groupe 3 | Accès du public aux collections et diffusion des documents à des fins de recherche, d'information ou de culture…  | 35 000 |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHES****TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU** **PATRIMOINE / BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX*****Référence réglementaire : arrêté du 14 mai 2018 pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  |
| Groupe 1 | Direction de service ou d’établissement… | 35 000 |  |  |  |
| Groupe 2 | Conservation, entretien, enrichissement et mise en valeur du patrimoine… | 32 000 |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ASSISTANTS DE** **CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES** **BIBLIOTHEQUES*****Référence réglementaire : arrêté du 14 mai 2018 pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  |
| Groupe 1 | Direction d’établissement… | 19 000 |  |  |  |
| Groupe 2 | Conception, développement, mise en œuvre des projets culturels… | 17 000 |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS****TERRITORIAUX DU PATRIMOINE*****Référence réglementaire: arrêté du 30 décembre 2016******pris pour l’application du décret******2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications… | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution…  | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

**F – FILIERE ANIMATION**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ANIMATEURS*****Référence réglementaire : arrêté du 19 mars 2015******pris pour l’application du décret 2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Direction d'une structure… | 19 860 | 10 410 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Adjoint au responsable d’une structure / expertise / pilotage ou coordination… | 18 200 | 9 405 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 3 | Encadrement de proximité d’usagers… | 16 645 | 8 665 |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS TERRITORIAUX D’ANIMATION*****Références réglementaires: arrêtés du 20 mai 2014 et du******26 novembre 2014 pris pour l’application du décret******2014-513*** | Montant annuel individuel maximum légal pouvant être réparti entre l'IFSE et le CI(Pour mémoire) | Montant annuel individuel IFSE maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel CI maximum fixé par l'assemblée délibérante | Montant annuel individuel total RIFSEEP fixé par l'assemblée délibérante |
|  |  | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé | Non Logé | Logé |
| Groupe 1 | Encadrement de proximité d’usagers / sujétions / qualifications… | 12 600 | 8 350 |  |  |  |  |  |  |
| Groupe 2 | Exécution… | 12 000 | 7 950 |  |  |  |  |  |  |

L’Assemblée Délibérante,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** :

* d’instaurer à compter du …………………… le RIFSEEP pour les agents relevant des cadres d’emplois et dans les conditions fixées ci-dessus.
* d’inscrire chaque année les crédits correspondant au budget de l’exercice courant, chapitre 012

Cette délibération annule et remplace les dispositions relatives au même objet prises par délibérations antérieures instituées par l’assemblée délibérante.